

note n°23/2015

24 novembre 2015

Gilles Boquérat

Chercheur associé, Fondation pour la recherche stratégique

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

L'Etat islamique au miroir de l'Asie du Sud

Résumé

En hébergeant des communautés musulmanes parmi les plus importantes au monde, l'Asie du Sud ne pouvait pas rester étrangère à la menace d'une propagation de l'Etat islamique. Et ce d'autant que les gouvernements ont une longue expérience de l'extrémisme religieux et du terrorisme. Nous évoquons ici le pouvoir d'attraction de Daech – et ses limites – au Pakistan, au Bangladesh et en Inde.

Abstract

As a host to some of the largest Muslim populations in the world, South Asia could not remain immune to the ISIS phenomenon threatening to expand out of the Middle East. This is especially so since the governments have coped with sectarianism and terrorist activities at varying degrees over a long

period of time. Here is a look at the power of attraction of Daesh – and its limits - in Pakistan, Bangladesh and India.



Le premier signe tangible de la volonté de l'Organisation de l'Etat islamique de manifester une présence en Asie du Sud survint lors de l'annonce en janvier 2015 de la création d'une antenne au Khorasan, une région traditionnellement englobant l'Afghanistan et les régions transfrontalières voisines. Il n'aura fallu que quelques mois pour que sur les marches occidentales de l'Asie du Sud, l'Etat islamique (EI) dispute aux talibans dans des provinces frontalières du Pakistan la primauté de l'opposition armée au pouvoir en place à Kaboul, au besoin en les affrontant et en capitalisant sur les dissensions observées dans

leurs rangs après l'annonce de la mort du mollah Omar et sur une meilleure offre financière. Un récent rapport des Nations Unies rapporta que l'EI menait une campagne de recrutement dans 25 des 34 provinces afghanes. Si Al-Qaïda avait pris les devants en annonçant la création d'une antenne dans le sous-continent indien dès septembre 2014¹, l'organisation d'Ayman al-Zawahiri s'efface derrière l'EI en termes de pouvoir d'attraction au sein des milieux djihadistes. Les gouvernements de la région, derrière les déclarations officielles se voulant rassurantes, ne peuvent ignorer la possibilité d'une implantation de l'EI surtout si on applique le principe que le califat doit s'exercer sur tous les territoires qui sont ou ont été sous domination musulmane. L'Asie du Sud abrite les deuxième (Inde), troisième (Pakistan) et quatrième (Bangladesh) plus importantes communautés musulmanes au monde. Il existe en Asie du Sud des phénomènes de radicalisation qui pourraient trouver en l'EI un vecteur de ralliement ou d'émulation.

Pakistan : le vertige de la radicalisation²

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, lors d'un déplacement en octobre 2015 aux Etats-Unis, comme précédemment à Londres le chef des forces armées, le général Raheel Sharif, ont assuré à leurs interlocuteurs que les autorités pakistanaises ne laisseraient pas Daech avoir l'ombre d'une présence dans le pays. Si le Pakistan, qui a été un point de fixation du djihadisme depuis la lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan, peut se complaire à l'idée de ne plus être au centre des attentions en ce domaine, la crainte de voir l'EI y disposer des

1. D'après les services de renseignement indiens, Assim Omar, qui fut placé à la tête de l'antenne sud-asiatique d'Al-Qaïda, serait né en Inde et aurait étudié au séminaire Dar-ul-Uloom de Deoband (Uttar Pradesh) avant de s'installer au Pakistan dans les années 1990 où il suivit des enseignements à Jamia Uloom-ul-Islamia de Karachi. Il aurait ensuite passé par Darul Uloom Haqqania d'Akora Khattak, un autre séminaire connu pour avoir formé plusieurs chefs djihadistes, avant de fréquenter des camps d'entraînement du Harkat-ul-Mujahideen (HuM) au Cachemire pakistanais. Il est un des principaux idéologues du djihadisme dans le sous-continent.

2. Un sondage réalisé au printemps 2015 par le Pew Research Centre dans plusieurs pays musulmans montrait que seulement 28 % des personnes interrogées avaient une opinion défavorable de l'EI et que 62 % étaient sans opinion. <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2015/11/17/in-nations-with-significant-muslim-populations-much-disdain-for-isis/>

relais est réelle dans un pays où l'extrémisme sunnite à plusieurs représentants. On trouve par exemple l'ombre de Daech dans un attentat commis en mai 2015 par de jeunes diplômés contre un autobus à Karachi qui fit 46 victimes, pour la plupart des Ismaéliens, qui appartiennent à un courant minoritaire de l'islam chiite. L'arrestation en octobre 2015 de deux individus chargés de prospecter pour l'EI dans les districts d'Attock et de Jhelum (Pendjab) le confirme. Il s'agirait surtout de trouver des militants susceptibles de rejoindre les rangs de l'EI en Afghanistan. Toutefois, un officier de police, qui fut en poste au Baloutchistan, rapporta que des Saoudiens avaient voulu y recruter des personnes disposées à combattre en Syrie aux côtés de groupes sunnites soutenus par le royaume saoudien, militants qui auraient ensuite préféré rallier les rangs de l'EI³.

L'apparition de graffitis et de tracts vantant l'Etat islamique avait retenu à l'automne 2014 l'attention de médias pakistanais familiarisés avec les manifestations d'un extrémisme islamique. L'annonce en juin 2014 par l'EI de l'instauration d'un califat dans les territoires sous son contrôle coïncida au Pakistan avec le lancement d'une offensive militaire contre les réduits djihadistes au nord-Waziristan qui eut pour effet de déplacer sur le territoire afghan des militants de diverses origines, dont des membres du mouvement taliban pakistanais (TTP). C'est d'ailleurs de l'autre côté de la chaîne du Safed Koh, dans la province orientale de Nangarhar, que l'EI est le plus actif. Un ancien chef du TTP dans l'agence d'Orakzai, Hafiz Saeed Khan, fut nommé par l'EI en janvier 2015 « gouverneur » du Khorasan. Abdul Rauf Khadim, un ancien détenu de Guantanamo et commandant des talibans afghans dans la province d'Helmand, le seconda avant d'être tué dans une attaque de drone américain. Shahidullah Shahid, qui avait été porte-parole du TTP avant de prêter allégeance à Abou Bakar al-Baghdadi en octobre 2014, connut le même sort en juillet 2015. Il est probable qu'un nombre significatif de militants se revendiquant de l'EI en Afghanistan sont pakistanais.

L'EI peut s'appuyer sur des organisations idéologiquement proches, notamment celles qui ont fait de la lutte contre les « hérétiques » chiites leur cheval de bataille. Emanation du Sipah-e-Sahiba (SSP), une organisation extrémiste sunnite, le Lashkar-e-Jhangvi

3. Zahid Hussain, « The new 'war on terror' », *Dawn*, 18 novembre 2015.

(LeJ), créé en 1996, peut faire figure d'allié objectif après s'être rendu coupable de nombreux attentats contre la communauté chiite. Le LeJ, qui a envoyé des militants combattre aux côtés de l'EI, est particulièrement présent au sud de la province du Pendjab. Ishaq Malik, qui était à la tête de cette organisation pros-crite depuis 2002, a été tué par la police le 29 juillet 2015 au cours d'une tentative d'évasion après avoir longtemps échappé à la justice en dépit de multiples implications dans des meurtres. Il aurait été sur le point d'être nommé chef de l'EI au Pakistan, après avoir été par le passé proche d'Al-Qaïda. Une quinzaine de jours plus tard, le ministre de l'Intérieur du Pendjab, Shuja Khanzada, fut assassiné en représailles. Le Jamatul Ahrar, une faction dissidente du TTP apparu en août 2014 et qui a revendiqué plusieurs attentats, a exprimé son soutien à l'EI dont les ressources financières peuvent susciter des déclarations de connivence parmi la mouvance djihadiste pakistanaise.

La fréquence des actions terroristes sur le sol pakistanais a diminué au cours de l'année 2015, résultat d'abord d'un sursaut national dans la lutte anti-terroriste après le massacre dans une école de Peshawar revendiqué par le TTP en décembre 2014 qui conduisit à l'adoption d'un plan national d'action (PNA). Le ministre de l'Intérieur, Nisar Ali Khan, pouvait affirmer avec satisfaction en août 2015 qu'une liste de 62 organisations pros-crites avait été dressée. On sait toutefois que celles-ci ont une propension à réinvestir l'espace public sous un nom différent, voire même passer outre aux interdictions. L'Ahle Sunnat Wal Jamaat, une autre incarnation du SSP, bien qu'officiellement interdit depuis février 2012, continue à opérer dans le pays à travers des manifestations religieuses ou sur les réseaux sociaux. Un de ses dirigeants, Aurangzeb Farooqi, fut acquitté en septembre 2015, trois mois après son arrestation, par une cour anti-terroriste, faute de charges suffisantes présentées par l'accusation. A la mi-novembre 2015, les obsèques du Maulana Sher Ali Shah, une personnalité religieuse qui professait à la célèbre madrasa Haqqania d'Akora Khattak et qui eut pour élèves Fazlur Rahman, chef du Jamiat Ulema-i-Islam (F) et Jalaluddin Haqqani, le fondateur du réseau éponyme, réunirent la mouvance ultraconservatrice. S'y retrouvèrent entre autres, Fazlur Rehman Khalil et Hafiz Mohammed Saeed, dirigeants respectifs du Harkat-ul-Mujahideen et du Lashkar-e-Taiba (LeT), deux organisations pourtant interdites par les autorités du

pays. Une bienveillance à laquelle n'est pas étranger le fait qu'elles soutiennent la lutte armée au Cachemire indien (le LeT est associé aux attentats de Mumbai de novembre 2008). Dans le même temps, le Maulana Abdul Aziz, qui partage les références idéologiques de Daech, refit une apparition à la Mosquée Rouge d'Islamabad, bravant une menace d'arrestation en vertu de la loi anti-terroriste de 1997. Cette mosquée avait subi un assaut de l'armée en juillet 2007 pour avoir abrité des extrémistes armés.

Ces errements dans la lutte contre le djihadisme n'ont pas manqué d'être soulignés par une armée toujours prompte à discréditer le pouvoir civil et qui s'est félicitée récemment d'avoir arrêté près de 18 000 personnes suspectées de terrorisme depuis juin 2014⁴. Parmi les lacunes soulignées dans l'application du PNA figurent l'insuffisance des mesures prises pour contrôler le financement des groupes extrémistes et des madrasas, la réforme jamais mise en œuvre de l'enseignement dans les écoles religieuses, l'application des interdictions prononcées à l'égard d'organisations radicales, la lutte contre la diffusion de propos haineux. Si l'EI n'a pas de présence organisationnelle au Pakistan et est localement concurrencé, son implantation juste au-delà de la Ligne Durand, représente une menace que ne peut éluder des autorités parfois réticentes à agir, par calculs politiques, stratégiques, ou par crainte d'amener des individus et des organisations à franchir la ligne rouge séparant une pratique fondamentaliste du djihadisme.

Bangladesh : à l'ombre d'un climat politique délétère

Le Bangladesh offre un profil organiquement différent puisque, à l'inverse du Pakistan, la création du pays n'a pas reposé sur une base confessionnelle mais au contraire, sur un dépassement de l'appartenance religieuse au profit d'une cohésion ethnoculturelle. Les partis religieux furent d'ailleurs interdits dans la première constitution du pays, avant d'être à nouveau autorisés en 1979 à la faveur de régimes militaires en quête de légitimation religieuse. Celle-ci s'est aussi traduite par un renoncement à la notion de laïcité dans les principes fondamentaux de la constitution lorsque le lieutenant-général Ziaur Rahman (1977-1981) passa un décret présidentiel professant une confiance et foi absolues en

4. Dawn, 11 novembre 2015.

Allah, puis, en 1988, avec l'adoption, sous la présidence du général Ershad, du 8e amendement faisant de l'islam la religion d'Etat. Un courant fondamentaliste se développa au cours des années quatre-vingt-dix alimenté par les madrasas construites avec de l'argent venu des monarchies du Golfe et par le retour de travailleurs immigrés gagnés au wahhabisme.

Le principe de laïcité fut réintégré lorsque la Cour Suprême en 2010 invalida les modifications à la constitution opérées sous un régime de loi martiale. Elle interdit également les partis religieux et donc le premier d'entre eux, le Jamaat-e-Islami, stigmatisé pour s'être rangé aux côtés des autorités pakistanaises lors du mouvement pour l'indépendance nationale. Des décisions qui devaient beaucoup au retour au pouvoir en 2008 de la Ligue Awami de Sheikh Hasina, la fille du père fondateur de la nation, Sheikh Mujibur Rahman. Elle était décidée à s'attaquer à une mouvance islamiste ayant profité de la complaisance du gouvernement dirigé par le Bangladesh National Party de Khaleda Zia, veuve de Ziaur Rahman, et auquel participa le Jamaat-e-Islami (2001-2006) à travers des postes ministériels offerts à son Président (Motiur Rahman Nizami) et son Secrétaire général (Ali Ahsan Mohammad Mojaheed), tous les deux d'ailleurs condamnés à mort par un tribunal chargé des crimes de guerre mis en place en 2010⁵.

D'après la police, il y a actuellement douze groupes islamistes officiellement proscrits susceptibles d'opérer sous différents noms, sans compter des groupuscules poursuivant des objectifs similaires et agissant ponctuellement. Les plus connus sont le Harkat-ul-Jihad Islami Bangladesh (Huji-B) et le Jamaatul Mujahideen Bangladesh (JMB). Ce dernier, bien qu'interdit quelques mois plus tôt, s'était fait remarquer en août 2005 en faisant exploser des bombes dans 63 des 64 districts du pays. Si de nombreux militants extrémistes furent arrêtés ces dernières années, la police estimait, il y a peu, à 270 le nombre d'individus encore recherchés⁶.

La série d'explosions dirigées contre une procession chiite dans le vieux Dacca le 24 octobre 2015 à l'occasion de la commémoration de l'Achoura représente un développement inquiétant dans un pays

jusqu'alors épargné par les conflits sectaires. Cette attaque contre la petite communauté chiite survint après l'assassinat de deux ressortissants étrangers – un italien et un japonais – travaillant au Bangladesh. Si la responsabilité d'une antenne locale de l'EI dans ces actes terroristes reste à prouver, la montée en puissance d'un sectarisme sunnite peut inquiéter. Cinq bloggers à la laïcité militante l'ont payé de leur vie en 2015 au cours d'assassinats revendiqués par Ansarullah Bangla Team et Ansar Al-Islam, des organisations plutôt connues jusqu'alors pour des liens avec Al-Qaïda. La police a fait état de l'arrestation de recruteurs de l'EI et de combattants prêts à rejoindre ses rangs en Irak et en Syrie et des messages en bengali sont postés sur la plateforme de communication de l'EI, l'Al Hayat Media Centre. La violence qui entoure les rivalités politiques est un facteur susceptible d'engendrer une radicalisation et des tentatives de déstabilisation d'un gouvernement bangladais proche de l'Inde pourraient recevoir le soutien de groupes basés au Pakistan. Comme au Pakistan, la lutte contre l'extrémisme au niveau judiciaire est rendue difficile par des procédures pénales bâclées et des menaces exercées à l'encontre de l'accusation et des juges. Un climat délétère pourrait compromettre les progrès enregistrés en termes de développement puisque le Bangladesh est pour la première fois passé, d'après les indices du PNUD, du statut de développement humain faible à celui de développement humain moyen.

Mention doit également être faite de l'archipel des Maldives qui a connu ces dernières années une montée en puissance de l'islamisme et une dilution des normes démocratiques qui visa surtout les rangs des forces politiques laïques. L'archipel est probablement le pays de la région qui, rapporté à une population totale de 400 000 habitants, compte le plus grand nombre d'individus ayant rejoint les rangs de l'EI. Plus de 200 sympathisants auraient rejoint les rangs de l'EI et le front Al-Nusra. Le gouvernement islamo-conservateur a d'ailleurs adopté en octobre 2015 une loi anti-terroriste permettant notamment l'arrestation des individus souhaitant rejoindre les rangs de l'EI au Proche et Moyen-Orient.

Inde : une menace limitée

Le cas indien est sensiblement différent puisque, à l'inverse du Pakistan et du Bangladesh, les musulmans sont une minorité

5. La sentence pour Ali Ahsan Mohammad Mojaheed fut appliquée le 21 novembre 2015.

6. Mahfuz Anam, « A battle Bangladesh must win », *The Indian Express*, 12 mars 2015.

qui constitue toutefois une communauté forte de 172 millions d'individus représentant 14,2 % de la population (recensement de 2011). L'Inde pourrait même abriter en 2050 la première communauté musulmane au monde, dépassant l'Indonésie. Si l'histoire du pays a été émaillée par des émeutes sanglantes entre hindous et musulmans, on est surtout en face de représailles après des exactions commises par les uns envers les autres plus que dans le registre du djihadisme. Nombre d'attentats terroristes, comme ceux de Mumbai de novembre 2008, trouvent leur origine au Pakistan. Les musulmans ont surtout cherché historiquement à défendre leur identité au niveau national au sein de partis non-religieux. Il faut aujourd'hui descendre au niveau des Etats de l'Union Indienne pour trouver deux partis musulmans reconnus par la Commission électorale : l'Indian Union Muslim League au Kerala et l'All India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen au Telengana. La tentative de ce dernier de s'implanter hors de son fief habituel lors des récentes élections régionales dans l'Etat du Bihar fut un échec. Le courant orthodoxe illustré par le séminaire renommé de Deoband ou une organisation représentative comme le Jamiat Ulama-e-Hind, prit position contre Daech et inscrit son action dans le cadre de la constitution laïque. La mouvance djihadiste, zéléateur du califat et de l'oumma, s'est résumée essentiellement au Students Islamic Movement of India (SIMI), créé en 1977 mais surtout actif depuis la montée d'un militantisme hindou au début des années quatre-vingt-dix. Le SIMI fut interdit par le gouvernement en 2001. Le groupe des Indian Mujahideen en est une déclinaison et fut lui aussi proscrit en 2010. On retrouve ces deux organisations derrière plusieurs attentats commis dans de grandes villes indiennes au cours de la décennie écoulée. Des liens auraient été établis au fil du temps avec des organisations djihadistes pakistanaises actives au Cachemire comme le Lashkar-e-Toiba et le Jaish-e-Mohammed ou encore l'Harkat-ul Jihad-al-Islami du Bangladesh. Une organisation, l'Ansar-ut Tawhid fi Bilad al-Hind, a prêté allégeance à l'EI en septembre 2014 et diffuse sur la toile des messages de propagande en différentes langues locales invitant au djihad en Inde même.

L'Inde a été directement confrontée à la poussée de l'EI lorsque 39 travailleurs indiens furent pris en otage lors de la prise de Mossoul en juin 2014. La force d'attraction de l'organisation sur le territoire national est restée

marginale, même si elle rencontre une écoute qui fit défaut à Al-Qaida. Officiellement seulement 23 Indiens, certains résidant à l'étranger, auraient rejoint les rangs de Daech en Irak et en Syrie (6 ont été tués et 1 est rentré au pays). Au moins autant en aurait été empêché. Dans plusieurs cas, des membres de la communauté indienne installés dans le Golfe ont servi de recruteurs. En septembre 2015, les Emirats Arabes Unis ont expulsé cinq Indiens accusés d'entretenir des liens avec l'EI. New Delhi a demandé à Asif Ibrahim, un ancien directeur de l'Intelligence Bureau et, depuis juin 2015, envoyé spécial du Premier ministre pour le contre-terrorisme, de coordonner des mesures de prévention avec les pays du Golfe et du Moyen-Orient. Depuis le début de l'année 2015, le gouvernement a bloqué une soixantaine de sites faisant l'apologie de l'EI. Les services de renseignement s'intéressent d'autant plus à cet outil de propagande que les plus nombreuses connexions ont été observées au Jammu-et-Cachemire et en Assam, des Etats de l'Union Indienne voisins du Pakistan et du Bangladesh⁷. Dans le cas du Cachemire, le fait que le wahhabisme y ait progressé au cours des dernières années au détriment de la tradition soufie peut faire craindre que le regain de militance observée soit inspiré non seulement par des sentiments nationalistes mais aussi par une radicalisation du climat religieux à laquelle contribuent la crainte d'une remise en cause du statut particulier du Jammu-et-Cachemire et l'expression d'un rigorisme hindou. Le sud de l'Inde n'a pas été épargné par l'annonce de témoignages d'intérêt pour l'EI en raison notamment du fort flux migratoire existant en direction du Golfe.

Une autre inquiétude porte sur la transposition en Inde des affrontements sectaires du Moyen-Orient. Le ministère de l'Intérieur fit part d'informations selon lesquelles des organisations chiites telles l'All India Shia Hussaini Fund et l'All India Shia Federation – auraient sollicité des volontaires pour aller combattre contre l'Etat islamique⁸. Si la communauté musulmane est toutefois largement restée à l'écart de la radicalisation observée ailleurs, la tentation djihadiste pourrait toutefois trouver des adeptes si un militantisme hindou prenant des formes violentes, bénéficiant de connivences au sein des autorités de l'Etat fédéral et restant impuni venait à devenir récurrent.

7. *The Indian Express*, 29 septembre 2015.

8. *The Indian Express*, 17 septembre 2015.

Tant que l'EI était dans une phase de conquête territoriale sur le front moyen-oriental, la notion de menace pour l'Asie du Sud est restée assez diffuse. L'annonce d'un Wilayat Khorasan début 2015 l'a rapprochée. L'ancrage naissant dans un Afghanistan instable rappelle la versatilité de la militance djihadiste pouvant faire craindre des ramifications au-delà des frontières, principalement au Pakistan dans les zones où les forces de sécurité sont régulièrement exposées à l'extrémisme (FATA, Baloutchistan, Karachi). La renaissance d'un califat territorialisé peut rencontrer un écho

même s'il appartient plus au ressort mythique qu'à l'appel au djihad. Il y a dans l'imaginaire musulman du sous-continent le précédent de la mobilisation au début des années 1920 pour obtenir le maintien du califat sur les restes de l'Empire Ottoman. L'intérêt pour l'EI, qui perçoit l'islam du sous-continent comme largement dévoyé, pourrait être un phénomène passager une fois que l'organisation reculera sur le terrain. Il est moins préoccupant que la radicalisation des esprits et sa capacité à se réinventer à travers le visage polymorphe du djihadisme.◇

Dernières publications

- Pierre Verluise, « The European Union is losing its global clout », note n° 22/2015, 6 November 2015
- Bruno Tertrais, « Géopolitique des ruptures stratégiques contemporaines », note n° 21/2015, 2 novembre 2015
- Myriam Benraad, « Contre Da'ech, le 'retour au local' : le cas des tribus d'Irak », note n° 20/2015, 14 octobre 2015
- Emmanuelle Maître, « The NPT Review Conference: analyzing the Outcome », note n° 19/2015, 7 october 2015
- Florence Gaillard-Sborowsky, « Prolifération spatiale versus dissémination en matière spatiale : des enjeux sémantiques aux enjeux politiques », note n° 18/2015, 22 septembre 2015
- Mathieu Boulègue, « La recomposition de « l'étranger proche » à la lumière des événements en Ukraine, note n° 17/2015, 30 juillet 2015
- Céline Bayou, « Ukraine/Russie. Dimension gazière d'un conflit », note n° 16/2015, 16 juillet 2015
- Morgan Farghen, « China's Military Strategy 2015 », note n° 15/2015, 11 juin 2015
- Bruno Tertrais, « Fallout: the defence, industrial and technological benefits of nuclear deterrence », note n° 14/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « Budget nucléaire et retombées' de la dissuasion », note n° 13/2015, 1^{er} juin 2015
- Bruno Tertrais, « The 'humanitarian dimension' of nuclear disarmament: a legitimate debate?, note n° 12/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « La 'dimension humanitaire' : du désarmement nucléaire : un débat légitime ? », note n° 11/2015, 1^{er} juin 2015
- Bruno Tertrais, « Deterrence according to François Hollande », note n° 10/2015, June 1, 2015
- Bruno Tertrais, « La dissuasion selon François Hollande », note n° 09/2015, 1^{er} juin 2015
- Krzysztof Soloch, « La coopération énergétique franco-polonaise face aux défis climatiques et sécuritaires », note n° 08/2015, 11 mai 2015
- Cédric Paulin, « La sécurité privée à l'aune du terrorisme, note n° 07/15, 29 avril 2015
- Manuel Ortega, « Why should Humanitarian NGOs avoid calling for military interventions ? », note n° 06/2015, March 16, 2015
- Yulia Tyshchenko, « The Ukrainian Crisis: between the Identity Policy and Confrontation to the 'Russian World' », note n° 05/2015, February 13, 2015

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur

La Fondation pour la Recherche Stratégique est une fondation reconnue d'utilité publique. Centre de recherche indépendant, elle réalise des études pour les ministères et agences français, les institutions européennes, les organisations internationales et les entreprises. Elle contribue au débat stratégique en France et à l'étranger.

WWW.FRSTRATEGIE.ORG

4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL : 01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

ISSN : 2273-4643

© FRS-TOUS DROITS RÉSERVÉS